

# FORMULAIRE D'APPEL À PROPOSITION ("AAP")

Titre du Projet:

Mécanisme de subvention "Vivre Dignement" (LiD)

numéro de référence de l'UNOPS:

UNOPS/CFP-LiD/2021/001

Contenu de cet appel à proposition:

Section 1. Instructions générales pour la soumission de projets	2
Section 2. Description de la portée des travaux	4
Section 3. Exigences en matière de rapports	7
Section 4. Méthode et critères d'évaluation	8
Etape 1: CRITERES D'ELIGIBILITE ET EXIGENCES IMPÉRATIVES	12
Etape 2: EVALUATION TECHNIQUE	13
Etape 3: EVALUATION BUDGETAIRE	17
Section 5. L'Accord de subventions UNOPS et l'Accord de partenariat	17

## Annexes:

- AAP Annexe A - Formulaire de soumission de projet (attaché séparément, à retourner)
  - Appendice 1: Formulaire de soumission conjointe des partenaires
  - Appendice 2: Budget
  - Appendice 3: Cadre logique
  - Appendice 4: Calendrier de mise en oeuvre
  - Appendice 5: Registre des risques
  - Appendice 6: Organigramme
  - Appendice 7: Questionnaire préalable 1
- Annexe B - Modèle d'accord de financement et ses annexes
- Annexe C - Modèle d'accord de partenariat
- Annexe D - Théorie du changement de la Stratégie
- Annexe E - Liste d'indicateurs

Liens utiles:

[La Stratégie du mécanisme de subvention Vivre Dignement](#)

## Section 1. Instructions générales pour la soumission de projets

L'UNOPS invite les candidats intéressés et éligibles à présenter une proposition de projet pour le mécanisme de subvention **“Vivre Dignement” (Lives in Dignity) – établi par l'Union Européenne**. Les bénéficiaires de subventions auront le contrôle exclusif de l'administration et de la mise en œuvre de leur projet; toutefois, la qualité des travaux des bénéficiaires et les progrès réalisés pour réaliser les activités et les extrants du projet seront soumis à l'examen de l'UNOPS.

Les détails sur le processus de sélection et l'administration de la subvention sont présentés dans ce document. Les candidats intéressés sont invités à lire le document et ses annexes dans leur intégralité avant de soumettre leur demande.

### **Un Appel, trois lots: Cet Appel à proposition est divisé en trois lots représentant trois situations de déplacements de populations dans trois régions du monde:**

- Lot 1: Situation de déplacements de populations relative à l'Afghanistan (Afghanistan, Iran et Pakistan)
- Lot 2: Situation de déplacements de populations dans le Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger) et Nigeria
- Lot 3: Situations de déplacements de populations dans les pays coopérant au titre du Cadre global de protection et de solutions régionales/MIRPS<sup>1</sup> (Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique et Panama)

**Les candidats ne peuvent soumettre qu'une seule proposition de projet par lot.**

**Lieu(x) de mise en œuvre des projets:** Les projets doivent être mis en œuvre au choix dans un ou plusieurs des pays énumérés dans le lot.

**Durée des projets:** Le projet doit durer au moins deux ans et au plus trois ans, avec une date de début prévue au 1er octobre 2021. La date de début prévue peut être sujette à changement en raison de plusieurs facteurs tels que le nombre, la qualité et la valeur des propositions reçues, ce qui peut avoir une incidence sur le temps nécessaire à l'UNOPS pour finaliser l'évaluation des propositions et signer les contrats de subventions.

### **Budgets disponibles pour chaque lot:**

- Lot 1: USD 4.6 Millions - les budgets des propositions de projet doivent être comprises entre 575 000 et 2,3 millions de dollars (hors cofinancement de 15 %)
- Lot 2: USD 4.6 Millions - les budgets des propositions de projet doivent être comprises entre 575 000 et 2,3 millions de dollars (hors cofinancement de 15 %)
- Lot 3: USD 4.6 Millions - les budgets des propositions de projet doivent être comprises entre 575 000 et 2,3 millions de dollars (hors cofinancement de 15 %)

**Qui peut soumettre un projet: Un partenariat d'au moins deux entités. Le partenariat peut être composé d'entités telles que celles listées ci-dessous. Il faut toutefois qu'au moins un des partenaires soit une entité locale/nationale du pays de mise en œuvre (autorité, ONG, OCS, secteur privé).**

- Les organisations internationales
- Les organisations non gouvernementales (internationales, nationales)
- Les organisations de la société civile incluant entre autres les organisations gérées par des réfugiés; des personnes déplacées internes ou d'autres populations affectées par les déplacements
- Les fondations
- Les autorités nationales
- Les autorités locales
- Les Académies et instituts de recherche
- Les entités du secteur privé: *elles devront toutefois clarifier dans leur proposition de projet qu'elles ne tireront pas de bénéfices du projet.*

### **Comment soumettre votre proposition de projet?**

**Veuillez examiner le présent document dans son intégralité pour vous assurer de bien comprendre les exigences.**

Les entités intéressées sont priées de soumettre une proposition en anglais, français ou espagnol à l'adresse courriel ci-dessous, avec le logo de l'organisation dans l'en-tête. L'annexe A et ses appendices doivent être envoyés avant la date limite.

<sup>1</sup> See <https://globalcompactrefugees.org/mirps-en>

**Les candidats sont priés de suivre la mise en forme figurant dans les annexes ci-jointes, avec les ajustements appropriés en fonction de leurs projets spécifiques.**

**Informations importantes relatives à la pandémie de Covid-19:**

Cet appel à propositions est lancé dans une période de grande incertitude partout dans le monde alors que les gouvernements et les Nations Unies continuent de faire face à la pandémie mondiale de COVID-19. Compte tenu de la rapidité avec laquelle la COVID-19 continue d'évoluer et de l'ampleur des changements survenus à l'échelle mondiale dans un court laps de temps, il faut tenir compte du fait que certaines des exigences énoncées dans le présent appel à propositions peuvent changer pendant la période de l'appel d'offres; et si les exigences devaient changer, des mises à jour pertinentes seront communiquées sur le site internet United Nations Global Marketplace [UNGM](https://ungm.org). De même, si les candidats potentiels estiment qu'il est impossible d'atteindre l'une ou l'autre des exigences énoncées dans le présent appel à propositions en raison de l'incidence de la COVID-19, ils devraient faire connaître leurs préoccupations au point focal de l'UNOPS indiqué ci-dessous.

Étant donné que l'UNOPS adhère au principe de « ne pas nuire » et appuie la mise en œuvre sécurisée de toutes les activités du projet, les candidats doivent expliquer comment ils prévoient de protéger leur personnel et les personnes affectées par les déplacements contre les risques de la COVID-19 et établir un budget pour l'équipement approprié et les moyens de protection. Si ce n'est pas déjà le cas, les candidats doivent se conformer aux règles énoncées par les gouvernements des pays de mise en œuvre du projet et se conformer aux pratiques exemplaires en matière de santé et de sécurité, y compris les directives publiées par l'Organisation mondiale de la Santé.

*Les candidats sont invités à faire référence dans leur proposition de projet aux plans de contingences qu'ils mettraient en œuvre en cas de pandémie ou d'augmentation de l'insécurité dans les zones de mise en œuvre de leur projet.*

**Quand soumettre?**

Date limite: 2 Août 2021 (23.00 CET)

**Où soumettre?**

Email: [livesindignity@unops.org](mailto:livesindignity@unops.org)

**Questions?**

Vous êtes invités à envoyer vos questions sur cet appel à proposition à [livesindignity@unops.org](mailto:livesindignity@unops.org) avant le 19 juillet 2021 (23.00 CET). Les réponses aux questions seront données au fur et à mesure et postées sur le site UNGM au plus tard le 22 juillet 2021.

**Réunion d'information sur le AAP**

Les entités intéressées de soumettre une proposition de projet sont fortement encouragées à participer à une des réunions d'information qui seront organisées en ligne (via Zoom) aux dates suivantes:

- Mardi 29 juin à 10.00 am CET organisée en français - <https://zoom.us/j/99108689577>
- Mardi 29 juin à 13.30 CET, organisée en anglais - <https://zoom.us/j/92488012434>
- Mardi 29 juin à 16.00 CET organisée en espagnol - <https://zoom.us/j/93449458025>

Les sessions d'informations auront toutes le même contenu et les questions posées pendant les sessions seront ensuite publiées avec les réponses sur le site UNGM.

**Critères d'éligibilité et exigences impératives:**

1. **Partenariats:** Les propositions de projets doivent être présentées sous forme de partenariat de deux ou plusieurs entités dont dont au moins une est une entité nationale/locale (ONG, OSC, autorité...). Soutenir la collaboration et le partenariat est un moteur sous-jacent du mécanisme de subvention "Vivre Dignement" (LiD), conformément à la Nouvelle façon de travailler et aux engagements du Cadre global de réponse des réfugiés (CRRF) et du Pacte mondial pour les réfugiés (GCR) de poursuivre des approches multi-intervenants et de partenariat; ***Si votre projet est sélectionné, tous les partenaires signeront un accord commun de partenariat avec l'UNOPS ainsi qu'un accord de subvention individuel entre chaque entité et l'UNOPS.***
2. Au moins un des partenaires du projet doit avoir au moins **trois années d'expérience** dans le domaine de travail de la proposition de projet ;
3. **Traiter simultanément au moins deux thèmes/domaines d'intervention du mécanisme de subvention "Vivre Dignement"**; afin de renforcer les cohérences dans le développement et de diminuer le travail en silos.
4. **15% de cofinancement** sont obligatoires pour les Organisations Internationales, les ONG internationales, les autorités nationales, les académies, les fondations et les acteurs du secteur privé tant internationaux que locaux. Les autorités locales et les acteurs non étatiques locaux (ONG et OSC) sont exemptés de cette exigence.
5. Les **personnes ciblées par le projet** sont des personnes affectées par les déplacements de population telles que définies p.6 du présent document.

## Section 2. Description de la portée des travaux

*Les candidats ne devraient pas reproduire l'information ci-dessous dans leur proposition et devraient plutôt résumer leur propre compréhension des besoins identifiés, ainsi qu'une réponse technique proposée pour répondre à ces besoins. Si les candidats ont soumis des propositions à des AAP antérieurs de nature similaire, ils devraient éviter de dupliquer les anciennes propositions et répondre spécifiquement au présent AAP.*

**Contexte général et justification:** Au cours de la dernière décennie, la situation des déplacements forcés a pris de l'ampleur et s'est complexifiée. En seulement dix ans, la population mondiale des personnes déplacées de force a plus que doublé, passant de 41,1 millions en 2010 à 79,5 millions en 2019. 1 % de la population mondiale, dont 40 % étaient âgés de moins de 18 ans.<sup>2</sup>

La plupart des personnes déplacées vivent dans des situations très précaires économiquement, psychologiquement traumatisantes et dépourvues d'horizon. Les communautés d'accueil, dont 85 pour cent se trouvent dans des pays en développement, sont elles-mêmes souvent surchargées, sous-financées et dépassées par l'afflux.

Aujourd'hui, la nature prolongée des déplacements forcés a rendu inopérants les modèles traditionnels de gestion des déplacements. L'aide humanitaire, conçue uniquement pour servir de mesure à court terme au début d'une crise, a enfermé les populations déplacées de force dans un cycle de dépendance qui ne répond pas à leurs besoins à long terme ni à ceux des communautés d'accueil. Le renforcement de la coopération entre les acteurs du développement, les acteurs humanitaires et, quand cela est possible les acteurs de paix, peut se traduire par une protection plus efficace et durable et une plus grande autonomie des personnes touchées par les déplacements forcés.<sup>3</sup>

### **Le mécanisme de subventions Vivre Dignement**

Le mécanisme de subventions UE-UNOPS "Vivre Dignement" (LiD<sup>4</sup>) a été créé en 2020 par la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne. L'objectif de ce mécanisme est de canaliser de manière efficace et efficiente les financements afin de promouvoir des approches stratégiques axées sur le développement pour les situations de déplacements de populations nouvelles, récurrentes ou prolongées, en mettant l'accent sur les engagements opérationnels précoces axés sur le développement.

Conformément à sa Stratégie, l'impact global prévu du mécanisme de subvention LiD est que **les réfugiés et les autres personnes déplacées deviennent des membres productifs de leur communauté d'accueil et participent à la promotion de leur résilience commune, de leur croissance socio-économique et de leur développement**. À cette fin, le mécanisme de subvention LiD allouera, au cours des quatre prochaines années (2021-2025), plus de 24 millions d'euros à un groupe diversifié de partenaires de mise en œuvre. Les priorités stratégiques du mécanisme de financement sont les suivantes :

- Engagement précoce des approches axées sur le développement pour les déplacements forcés.
- Une approche fondée sur les besoins plutôt que sur le statut et qui, dans la mesure du possible, inclut les personnes affectées par les déplacements de population.
- Une approche plus cohérente et complémentaire avec de fortes synergies entre tous les partenaires.

Le mécanisme de subvention LiD reconnaît que les situations de réfugiés et de personnes déplacées peuvent bénéficier de l'approche Nexus qui lie l'aide humanitaire, le développement et la consolidation de la paix et recommande comme documents de référence la [Recommandation du Comité d'Aide au Développement \(CAD\) de l'OCDE sur l'articulation entre action humanitaire, développement et recherche de la paix](#), le Document d'orientation de l'OCDE [Financement des situations de réfugiés](#) et le document ["INCAF Common Position on supporting comprehensive responses in refugee situations"](#) pour les partenaires opérationnels.

- Le mécanisme de financement se concentrera sur cinq domaines thématiques :
- Le développement économique des moyens de subsistance,
- L'aménagement du territoire, le logement et l'habitat,
- La prestation de services intégrés (p. ex., éducation, santé, eau-hygiène et assainissement, énergie),

<sup>2</sup> [Global Trends 2019: Forced Displacement in 2019](#), UNHCR, 2020

<sup>3</sup> [European Commission Brussels, 26.4.2016 COM \(2016\) 234 final Communication from The Commission to The European Parliament, The European Economic and Social Committee and the Committee of The Regions](#)

<sup>4</sup> Pour faciliter la rédaction et la compréhension des documents, UNOPS utilise l'acronyme anglais LiD (pour Lives in Dignity) que le document soit rédigé en anglais; espagnol ou français.

- La protection dans le développement, et
- Répondre à la mobilité humaine liée aux catastrophes et au climat

Les candidats au financement devront décrire comment ils intègrent au moins deux de ces domaines thématiques dans leur projet. De plus, chaque projet devra être sous la forme d'un partenariat entre au moins deux entités. Enfin, les propositions de projet doivent démontrer une approche innovante dans leur domaine de travail.

#### **Contexte : Lot 1, Situations de déplacement en Afghanistan (Afghanistan, Iran et Pakistan)**

La situation du déplacement de populations en Afghanistan comporte de fortes dimensions combinées de déplacements prolongés et récurrents, ainsi que de nouveaux schémas de déplacements et une population importante qui a besoin d'approches axées sur le développement. En raison de sa multidimensionnalité, le contexte du déplacement en Afghanistan peut apporter de nombreux enseignements aux autres situations de déplacement forcé dans le monde.

Les trois pays, Afghanistan, Iran et Pakistan, sont qualifiés par le HCR de Situations de réfugiés prolongées (SRP): l'Afghanistan et le Pakistan à la fois comme pays d'origine du SRP, ainsi que comme pays d'asile, et l'Iran comme pays d'asile du SRP pour les réfugiés d'Afghanistan. Certains des réfugiés de l'Afghanistan ont fui au Pakistan dès la fin des années 70.

Ces trois pays sont également touchés par des situations récurrentes de déplacement. L'Afghanistan et le Pakistan sont des pays où les déplacements se répètent en raison de conflits et de causes liées au changement climatique, comme les inondations au Pakistan et, par exemple, la sécheresse en Afghanistan. Le Pakistan et l'Afghanistan sont très exposés aux sécheresses, aux inondations, aux tempêtes et aux tremblements de terre qui entraînent chaque année le déplacement interne de centaines de milliers de personnes. L'IDMC, discutant des données INFORM, a expliqué que « le seul pays du Moyen-Orient classé «très élevé» est l'Iran, où une proportion importante de la population est exposée non seulement aux dangers géophysiques tels que les tremblements de terre et les tsunamis, mais aussi aux inondations fluviales ». Le Centre asiatique de réduction des catastrophes (ADRC) soulignait que «l'Iran est sujet aux tremblements de terre, aux inondations, aux tempêtes, aux glissements de terrain et à la sécheresse ».

#### **Context: Lot 2, Situations de déplacement au Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger) et au Nigéria**

Les pays du Sahel sont touchés par une crise de déplacement qui s'aggrave et qui risque de se répercuter sur d'autres pays et régions. De plus, l'aide au développement pour les déplacements a été sous-financée dans ces pays. Ces États ont également souffert pendant des années de déplacements prolongés et récurrents, de mouvements internes et transfrontaliers et d'importantes routes migratoires mixtes ouest-africaines à travers ces pays. L'apprentissage du contexte sahélien, avec ces schémas de déplacement multiformes, pourrait être particulièrement utile pour de nombreuses situations de déplacement forcé dans le monde.

En raison du nombre important de personnes déplacées internes dans ces pays, la sélection de la région du Sahel pour cet appel à propositions de projet démontre l'engagement du mécanisme de subvention LiD à soutenir les populations de réfugiés et de déplacés et à tirer parti de l'élan politique international actuel qui a conduit à la rédaction du [Plan d'action du PD20](#) et la création par le Secrétaire Général des Nations Unies du Groupe de haut niveau sur la question des déplacements. La situation au Sahel est confrontée à une dynamique de déplacement principalement interne, bien que plusieurs cas de réfugiés existent également. Cette situation contraste en partie avec les autres situations des deux autres lots de cet appel à propositions et pourrait apporter des enseignements intéressants à d'autres contextes.

#### **Contexte Lot 3, Situations de déplacements de populations dans les pays coopérant au titre du Cadre global de protection et de solutions régionales/MIRPS (Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico et Panama)**

À l'instar du Sahel et de l'Afghanistan, la situation en Amérique centrale est un contexte complexe de déplacements où des schémas de déplacements nouveaux et récurrents, internes et transfrontaliers sont imbriqués dans la migration mixte, et où la crise s'aggrave en raison de la pandémie de COVID-19. Cela signifie qu'une importante population de différents types de personnes déplacées a un besoin urgent d'approches axées sur le développement pour leur fournir des solutions holistiques et durables. En outre, bien que cette complexité soit difficile à aborder dans les programmes humanitaires et de développement, l'apprentissage des défis, des enseignements tirés et des bonnes pratiques liés aux approches innovantes dans de tels contextes, constituerait une source importante de connaissances pour de nombreuses autres situations de déplacement dans le monde.

Bon nombre de ces États d'Amérique centrale font face à de nouveaux déplacements. Par exemple, le HCR affirme, au sujet de l'année 2019, que «les crimes violents et l'insécurité ont forcé des milliers de personnes à fuir à l'intérieur et à l'extérieur du Salvador, du Guatemala et du Honduras. Plus de 247 100 personnes ont été déplacées au Honduras et quelque 71 500 ont été déracinées au Salvador». En 2020, la tendance s'est progressivement accentuée et les populations ont été déracinées en raison de la violence, de l'insécurité alimentaire, du changement climatique et d'un accès limité au développement social et économique. Le Honduras et le Salvador comptent le plus grand nombre de personnes déplacées, le Mexique et le Costa Rica accueillent la majorité des réfugiés et des demandeurs d'asile (plus



de 80 % du total des réfugiés en Amérique centrale et au Mexique). Fin juin 2020, le HCR a noté que le Costa Rica avait plus de 99,352 réfugiés et demandeurs d'asile venant, pour la majorité du Nicaragua. Les pays MIRPS sont également tous confrontés à des situations récurrentes de déplacement en raison du risque élevé de catastrophes. La plupart de ces pays connaissent des déplacements dus aux ouragans, aux inondations, aux glissements de terrain et à la sécheresse et sont également exposés au risque de séisme. Au Mexique, les incendies de forêt ont également été mentionnés comme motif de déplacement.

Comme pour les régions du Sahel et de l'Afghanistan, la crise en Amérique centrale se déroule également dans un contexte plus large de migration mixte. Le Mexique, Belize, le Honduras, le Guatemala et le Salvador sont principalement associés à la route migratoire d'Amérique centrale, bien que le Panama et le Costa Rica soient également utilisés par les ressortissants des pays d'Asie, d'Afrique et des Caraïbes qui transitent vers l'Amérique du Nord. En plus des mouvements vers le nord, les déportations au Mexique et en Amérique centrale ont lieu régulièrement.

### **Théorie du changement**

**Impact:** «Les réfugiés et les autres personnes déplacées sont des membres productifs de leurs communautés d'accueil et participent à la promotion de la résilience, de la croissance socio-économique et du développement communs»

### **Résultats/outcomes:**

- R1- Développement économique des moyens de subsistance : Augmentation des possibilités de génération de revenus et de moyens de subsistance pour les personnes déplacées
- R2- Aménagement du territoire, du logement et des établissements humains: Accès accru des personnes déplacées à un logement et des établissements humains adéquats
- R3- Prestation de services intégrés: Accès accru des personnes déplacées aux services de base intégrés et de qualité (éducation, santé, eau, assainissement et énergie)
- R4- Protection dans le développement : Sentiment accru de sécurité et de jouissance des droits de l'homme pour les personnes déplacées
- R5- Répondre à la mobilité humaine liée aux catastrophes et au climat.: Amélioration de la prévention, de la protection et des solutions pour les déplacements liés aux catastrophes et au climat

Il est attendu des candidats qu'ils contribuent à l'impact et au moins deux résultats thématiques (outcomes) susmentionnés. Ils devront recueillir des données pour les indicateurs des résultats qu'ils choisiront. Ils peuvent également ajouter des résultats contextuels supplémentaires, s'ils sont pertinents pour leur projet. En ce qui concerne les extrants (outputs), les demandeurs doivent formuler leurs propres extrants mais sélectionner des indicateurs de résultats parmi la liste des indicateurs recommandés à l'annexe E. Ils peuvent également ajouter d'autres indicateurs.

**Il est attendu des partenaires du projet qu'ils élaborent un cadre logique commun et mettent en évidence le partenaire responsable pour chaque résultat.**

Le mécanisme de subvention LiD recommande fortement aux partenaires de mise en œuvre d'explorer l'utilisation de l'indice d'autonomie, quand cela est possible, un outil mondial simple mais holistique pour mesurer les progrès des ménages déplacés vers l'autonomie, disponible sur <https://www.refugeeselfreliance.org/self-liance-index>

**Personnes ciblées par les projets:** Le mécanisme de subvention LiD a une approche fondée sur les besoins et non sur le statut. Il soutient les personnes déplacées telles que les réfugiés, les personnes déplacées, les communautés d'accueil/résidentes, les rapatriés, les apatrides, les personnes menacées de déplacement, les autorités locales et nationales tout en tenant compte des groupes les plus vulnérables de chaque situation de déplacement, y compris les femmes, les filles, les garçons, les personnes âgées, les personnes handicapées et les personnes ayant des vulnérabilités contextuelles qui se recoupent liées à l'ethnicité, à la classe sociale, à l'orientation et l'identité sexuelle, à l'occupation, à l'emplacement, etc. (p. ex. les Autochtones, les défenseurs des droits de la personne et les journalistes).

**Exigences supplémentaires :** Tous les projets bénéficiant du Mécanisme de subvention LiD doivent être conformes aux valeurs et principes directeurs de la STratégie LiD et satisfaire aux exigences suivantes :

1. **Alignement des objectifs, priorités et thèmes :** Être pertinent par rapport aux objectifs, aux priorités et aux thèmes du mécanisme de subvention LiD et être en mesure de démontrer sa capacité à avoir un impact;
2. Tenir compte des enjeux transversaux tels que **les urgences de santé publique et la résilience aux pandémies, l'âge, le sexe et la diversité, ainsi que l'environnement et les changements climatiques** : en plus d'être aussi inclusifs que possible, tous les projets doivent effectuer une analyse pour démontrer comment le projet contribue à la prévention et à la résilience liées à la COVID-19, est sensible au genre et à l'âge et améliore l'égalité entre les genres et contribue à atténuer les changements climatiques et à protéger l'environnement;
3. Afin d'assurer une meilleure cohérence des politiques pour le développement durable, les projets devraient être conçus sur la base **d'évaluations multisectorielles conjointes ou de données pertinentes déjà disponibles**.
4. **Le projet répond aux besoins exprimés par les personnes ciblées par le projet:** Le projet doit envisager de s'attaquer à un problème qui figure parmi les trois principales priorités pour les personnes affectées par les déplacements ou un objectif/solution mis en avant par les réfugiés/déplacés internes/autres personnes déplacées

et la communauté d'accueil au cours de l'évaluation des besoins. Les outils de classement des priorités peuvent être utilisés dans les évaluations participatives et les résultats reflétés dans la proposition de projet;

5. **Élément de renforcement/partage des capacités:** les organisations/entités sont censées explorer comment les partenaires pourraient renforcer leurs capacités respectives.
6. **Utiliser une approche de renforcement des systèmes** qui évite la création de structures parallèles, et qui s'appuie dans toute la mesure du possible sur les services, les plateformes, les cadres et les forums existants.
7. **Durabilité :** Tous les projets doivent démontrer la durabilité, la reproductibilité ou la poursuite des activités au-delà de l'utilisation du financement de démarrage fourni par le mécanisme de subvention LiD.
8. **Innovation :** les propositions de projet doivent fournir une solution au problème identifié qui présente un potentiel élevé d'impact social à plus grande échelle ou qui a des preuves tangibles d'obtenir des résultats meilleurs et à un coût inférieur aux solutions existantes. Le mécanisme de subvention LiD définit l'innovation de façon générale de manière à inclure de "nouveaux modèles économiques, de nouvelles pratiques stratégiques, de nouvelles technologies, de nouvelles perspectives comportementales ou de nouvelles façons de fournir des produits et des services. L'innovation proposée doit soutenir les populations déplacées plus efficacement que les approches existantes."
9. **Audits:** Les budgets des projets doivent contenir une ligne budgétaire pour la conduite d'audits annuels.

Le cas échéant, les projets de soutien aux réfugiés ou retournés, mis en œuvre dans deux ou plusieurs pays d'une région sont encouragés. Ces projets pourraient comprendre, entre autres, des approches par zone à proximité des frontières et des mouvements transfrontaliers, le soutien des plateformes régionales, etc.

**Équipement:** Veuillez consulter la section 7, «Conditions spéciales» de l'annexe B de l'appel à proposition pour obtenir des renseignements sur les catégories d'actifs et les achats autorisés;

**Communication et Visibilité:** Le mécanisme de subvention LiD est financé par l'Union européenne et, à ce titre, les entités sélectionnées devront suivre les se conformer aux exigences LiD et de l'UE en [matière de communication et de visibilité](#).

Tous les bénéficiaires de subvention devront élaborer une stratégie de communication pour leur projet et partager régulièrement des études de cas, des images, des séquences vidéo et des données agrégées du projet avec l'équipe LiD de l'UNOPS. Des directives de communication plus détaillées seront mises à la disposition de tous les candidats retenus.

#### **Prévenir l'exploitation et les abus sexuels:**

Les candidats sélectionnés doivent prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir l'exploitation ou les abus sexuels sur quiconque par son personnel ou toute autre personne engagée et contrôlée par le partenaire de mise en œuvre du projet. À ces fins, l'activité sexuelle avec toute personne âgée de moins de dix-huit ans, quelle que soit la législation nationale relative à l'âge du consentement, constitue une forme d'exploitation et d'abus sexuel. En outre, le partenaire de mise en œuvre doit s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles et prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées pour interdire à son personnel ou à d'autres personnes qu'il engage et qu'il contrôle d'échanger contre de l'argent, des biens, des services ou d'autres choses de valeur, ou de se livrer à des activités sexuelles qui sont exploitantes ou dégradantes pour toute personne. L'Organisation des Nations Unies n'appliquera pas la norme susmentionnée relative à l'âge dans les cas où le personnel du titulaire ou toute autre personne qui peut être engagée par le titulaire pour exercer des activités en vertu de l'accord est marié à la personne âgée de moins de dix-huit ans avec laquelle une activité sexuelle a eu lieu et dans laquelle un tel mariage est reconnu valide en vertu des lois du pays de citoyenneté du personnel du titulaire ou de toute autre personne qui peut être engagée par le titulaire pour exercer des activités en vertu de l'Accord.

### **Section 3. Exigences en matière de rapports**

**Les entités sélectionnées devront soumettre, dans la langue de leur proposition de projet (anglais, français ou espagnol), le ou les rapports suivants, à intervalles réguliers, tel que précisé dans l'accord de subventions :**

1. Rapports narratifs intermédiaires (trimestriels)
2. Rapports financiers intermédiaires (trimestriels)
3. Registre des actifs (trimestriel)
4. Les données de Suivi et Évaluation (mensuel ou trimestriel, selon les projets)
5. Etudes de cas
6. Rapport narratif final
7. Rapport financier final (certifié)
8. Rapport d'audit (annuel)

Les modèles de rapports sont annexés à l'accord de subvention

#### Section 4. Méthode et critères d'évaluation

##### **Aperçu**

Conformément aux principes d'équité, de transparence et d'intégrité de l'UNOPS, un comité indépendant d'évaluation des subventions sera responsable de l'examen des propositions et de la sélection des projets. L'examen est fondé sur les critères énoncés ci-dessous et comprend une analyse cumulative des aspects



s  
formels

,  
techniq  
ues et  
financi  
ers de  
la  
proposi  
tion de  
subven  
tion.

Toute  
proposi  
tion  
non  
confor  
me  
peut  
automa  
tiquem  
ent être  
éliminé  
e du  
proces  
sus  
d'évalu  
ation.

La  
subven  
tion  
sera  
octroyé  
e aux  
candid  
ats  
avec la  
meilleu  
re  
combin  
aison  
de  
proposi  
tions  
techniq  
ues et  
financi  
ères.

Une  
fois  
l'évalu  
ation  
terminé  
e, mais  
avant  
la  
signatu  
re des  
contrat

s,  
l'UNOP  
S  
effectu  
era une  
évaluat  
ion de  
capacit  
é et de  
la  
diligen  
ce des  
candid  
ats pré-  
sélecti  
onnés  
pour  
l'attribu  
tion de  
la  
subven  
tion  
afin de  
confirm  
er  
qu'ils  
répond  
ent aux  
critères  
d'admi  
ssibilité  
, de  
qualific  
ation et  
d'exige  
nces  
techniq  
ues, y  
compri  
s les  
capacit  
és de  
gestion  
financi  
ère,  
énoncé  
s dans  
le  
présent  
appel à  
proposi  
tion. Au  
cours  
de ce  
proces  
sus, si  
les  
candid  
ats  
sont

réputés  
ne pas  
avoir  
satisfait à ces  
exigences,  
leur  
projet  
sera  
retiré  
du  
processus de  
sélection. Les  
candidats  
devront  
allouer  
suffisamment  
de  
temps  
pour  
répondre aux  
questionnaires  
d'évaluation  
préalable à la  
signature du  
contrat et  
permettre, si  
besoin, aux  
représentants  
de  
l'UNOPS  
d'accéder à  
leurs  
installations  
avec  
un  
préavis  
raisonnable  
pour  
inspecter les  
locaux

du  
projet  
et de  
l'entité.

Veuillez consulter l'annexe A du présent appel à proposition qui explique le contenu attendu dans votre proposition de projet pour vous assurer d'avoir fourni tous les renseignements pertinents pour démontrer votre réceptivité aux critères d'évaluation énoncés ci-dessous.

#### **Etape 1: CRITERES D'ELIGIBILITE ET EXIGENCES IMPÉRATIVES**

Les critères ci-dessous sont évalués sous la forme de passe/échec. Toute organisation qui échoue à l'un des critères ou ne soumet pas un des documents exigés verra sa proposition de projet disqualifiée du processus de sélection. A l'ouverture des propositions de projet, l'UNOPS va procéder à une examination préliminaire des propositions de projets et vérifier que tous les documents demandés dans l'appel à proposition ont été soumis, contiennent toutes les informations requises et répondent aux critères d'éligibilité listés p.3 du présent document. Les propositions incomplètes où qui émettent des réserves sur le modèle d'accord de financement pourront être exclues de la sélection à la seule discrétion de l'UNOPS.

No.	Critères Minimums Requis	Passe/Echec	Remarques générales
1	La proposition de projet est complète avec toutes les annexes demandées		
2	La proposition est reçue de partenaires avec la permission d'opérer dans le pays de mise en œuvre du projet ( <i>veuillez joindre une preuve d'enregistrement auprès des autorités du pays</i> ).		
3	Au moins un des partenaires possède au moins trois ans d'expérience dans le domaine de travail de sa proposition de projet.		
4	L'entité candidate est exempte de sanctions des Nations Unies et de la Banque mondiale		Ces données seront vérifiées par le comité d'évaluation
5	Le budget proposé, devant être financé par l'UNOPS, ne dépasse pas 2.3 millions USD et le projet dure au moins 2 ans		
6	Les personnes affectées par les déplacements et ciblées par le projet correspondent à ce qui est énoncé dans l'appel à proposition.		
7	Le projet couvre au minimum deux des cinq thèmes de l'appel à proposition.		

8	La proposition de projet est soumise par un partenariat d'au moins deux entités dont au moins une est une entité nationale/locale.		
---	--	--	--

## Etape 2: EVALUATION TECHNIQUE

**La proposition technique doit être soumise dans le format imposé (cf annexe A).** Elle sera évaluée et notée en fonction de sa conformité aux critères d'évaluation technique spécifiés dans le tableau ci-dessous. Si une proposition technique n'atteint pas un seuil minimum de 70 % du total de points pouvant être obtenus, elle sera éliminée du processus d'évaluation.

No.	Critères technique	d'évaluation	Points	Comment la proposition de projet peut démontrer le respect des critères
1: Justification du projet				
1.1	Compréhension du problème	du	6	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La proposition de projet contient un résumé clair du problème et une bonne analyse de ses causes.</li> <li>2. La proposition de projet démontre une bonne compréhension des enjeux, du contexte local et comment le problème est vécu par les personnes affectées, y compris l'impact différentiel sur les groupes vulnérables et marginalisés.</li> <li>3. La proposition de projet démontre une compréhension claire des stratégies, plans et cadres nationaux existants qui s'attaquent au problème.</li> </ol>
1.2	Capacité organisationnelle, expérience et leçons apprises	et leçons	8	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La proposition de projet décrit les avantages comparatifs, comment et pourquoi les partenaires sont les mieux placés pour réaliser ce projet, d'un point de vue technique et administratif.</li> <li>2. Les partenaires expliquent leur expérience (ou leur absence d'expérience) de travail en partenariat. L'expérience peut être avec des partenaires différents de ceux de cette proposition de projet.</li> <li>3. Les partenaires font preuve d'expérience de projets récents et pertinents et sont encouragés à expliquer les défis rencontrés et comment ils les ont surmontés.</li> <li>4. Les partenaires expliquent comment les leçons apprises seront prises en compte dans la mise en œuvre de cette subvention.</li> <li>5. Les partenaires décrivent comment d'autres projets qu'ils mettent en œuvre compléteront celui-ci.</li> </ol>
2: Conception du projet et résultats attendus				

2.1	<b>Conception du projet</b>	<b>19</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le projet apporte-t-il une réponse claire et logique au problème et aux besoins identifiés ?</li> <li>2. La conception du projet intègre-t-elle les exigences spécifiques du AAP énoncées dans la section Contexte et justification (thèmes multiples, lien humanitaire/développement/paix, le projet soutient des solutions durables)?</li> <li>3. Le projet contribue-t-il à au moins un domaine de travail identifié comme une des trois priorités pour les personnes affectées par les déplacements dans le pays de mise en œuvre?</li> <li>4. Le projet est-il conçu pour soutenir la cohérence des politiques des autorités (participation des autorités compétentes)?</li> <li>5. La proposition s'aligne-t-elle sur les plans de développement locaux et nationaux existants, les priorités des plateformes d'appui régionales, les engagements pris lors du Forum mondial sur les réfugiés, les résultats collectifs d'autres politiques nationales ou les collaborations existantes ?</li> <li>6. Le projet renforce-t-il; le cas échéant, les liens avec les acteurs du marché du travail, la diaspora ?</li> <li>7. Le projet utilise-t-il les systèmes de prestation de services existants et évite-t-il de créer des systèmes parallèles?</li> </ol>
2.2	<b>Implication des personnes et structures affectées par les déplacements</b>	<b>8.5</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les populations déplacées, y compris les réfugiés, les personnes déplacées, les communautés d'accueil, d'autres, participent-elles activement à la mise en œuvre du projet ?</li> <li>2. Les populations vulnérables, y compris les femmes et les filles, les personnes âgées, les personnes handicapées et les autres, participent-elles suffisamment à la conception et à la mise en œuvre du projet?</li> <li>3. Le projet proposé tient-il compte des différentes vulnérabilités dans leur contexte et du fait que les déplacements forcés et les diverses menaces touchent différentes personnes?</li> <li>4. Un mécanisme de plainte est-il en place ou prévu dans le cadre du projet?</li> </ol>
2.3	<b>Cadre logique</b>	<b>6</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le cadre logique de la proposition (chaîne de résultats, indicateurs, bases de référence, cibles et moyens de vérification) respecte-t-il les lignes directrices SMART et est-il directement lié aux activités énoncées?</li> <li>2. Le cadre logique de la proposition reflète-t-il bien les deux (tous) domaines de travail/thèmes choisis que le projet vise à aborder?</li> <li>3. Le cadre logique de la proposition intègre-t-il des indicateurs obligatoires et recommandés du cadre logique de la stratégie LiD?</li> </ol>
<b>3: Méthodologie et approche technique</b>			



3.1	Description des activités	8	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les activités sont clairement décrites, le comité d'évaluation comprend ce qui sera fait et comment.</li> <li>2. Les activités techniques suivent les normes et protocoles nationaux et internationaux existants.</li> <li>3. Les activités proposées dans le plan de travail et leurs estimations de durée pour la mise en œuvre sont-elles réalistes et réalisables?</li> <li>4. L'innovation proposée dans le cadre du projet présente-t-elle un fort potentiel d'impact social à plus grande échelle ou a-t-elle des preuves prometteuses pour obtenir de meilleurs résultats à moindre coût que les solutions existantes, afin de soutenir les personnes affectées plus efficacement qu'à travers les approches existantes?</li> </ol>
3.2	Partenariat	7.5	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le partenariat est-il présenté clairement et le rôle de chaque partenaire est clairement défini dans la proposition, y compris l'appropriation des résultats/activités (le cas échéant)?</li> <li>2. La proposition démontre-t-elle une évaluation et une analyse contextuelle conjointe entre les partenaires?</li> <li>3. La proposition démontre-t-elle une prise de décision claire entre les partenaires et comment différents éventuels seraient gérés dans le partenariat?</li> <li>4. Le partenariat propose-t-il une participation suffisante des entités nationales et/ou locales et la proposition démontre-t-elle comment les partenaires peuvent mutuellement renforcer leurs capacités?</li> </ol>
<b>4: Questions intersectorielles</b>			
4.1	Genre et âge	3.5	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le <a href="#">formulaire IASC GAM</a> doit être soumis en annexe à la proposition</li> <li>2. L'analyse du genre et de l'âge est-elle incluse dans l'évaluation du problème (la population touchée a été consultée)?</li> <li>3. L'analyse par genre et par âge est incluse dans la réponse au projet</li> <li>4. Y a-t-il un équilibre entre les genres au sein de l'équipe de projet?</li> <li>5. L'organisation démontre-t-elle son engagement en faveur de l'intégration de la dimension de genre ?</li> <li>6. Le cadre logique comprend-il des extraits et des indicateurs de résultats propres au genre et à l'âge?</li> </ol>

4.2	<b>Handicap et diversité</b>	<b>3</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les hommes, les femmes, les filles et les garçons handicapés ont-ils été consultés pour cerner les préoccupations en matière de protection et les obstacles à l'accès aux services et à l'assistance?</li> <li>2. Les acteurs locaux et nationaux représentant les personnes handicapées ont-ils été identifiés et mobilisés, y compris les organisations de personnes handicapées, les points focaux du gouvernement, les établissements d'éducation inclusifs et les fournisseurs de services de réadaptation liés à la santé?</li> <li>3. Toutes les activités et tous les services sont-ils adaptés pour faire face aux obstacles physiques, de communication et sociaux à l'inclusion des personnes ayant différents types de handicaps?</li> <li>4. D'autres questions liées à la diversité et à l'inclusion (p. ex., ethnicité, classe sociale, profession) sont-elles prises en compte dans la proposition?</li> </ol>
4.3	<b>Environnement</b>	<b>2.5</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comment le projet démontre-t-il une analyse de l'impact environnemental des déplacements de populations et comment y répondre?</li> <li>2. Le projet comprend-il des mesures visant à réduire les effets négatifs sur l'environnement?</li> <li>3. Les personnes déplacées sont-elles considérées/ont-elles été incluses dans le projet en tant qu'acteurs importants de l'atténuation des changements climatiques grâce à leur expérience et à leurs compétences ?</li> </ol>
4.4	<b>Pandémies urgences publique</b> et <b>autres de santé</b>	<b>1</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mise en œuvre des activités est-elle adaptée pour protéger les équipes de projet et les personnes déplacées contre les pandémies ou les autres urgences relatives à la santé?</li> <li>2. Le projet renforce-t-il la résilience liée aux répercussions socio-économiques de la pandémie de Covid-19?</li> </ol>
<b>5: Suivi et Évaluations</b>			
5.1	<b>Suivi et évaluation</b>	<b>4.5</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. La proposition comprend-elle une base de référence/(baseline (données déjà existantes, données historiques...)?</li> <li>2. L'approche S&amp;E est clairement expliquée (qui, quoi, quand, comment)</li> <li>3. Les outils proposés pour mesurer les indicateurs sont-ils appropriés?</li> </ol>
<b>6: Risques</b>			

6.1	<b>Risques</b>	<b>4.5</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Une évaluation des risques, y compris une évaluation des facteurs de risque internes et externes, a-t-elle été effectuée?</li> <li>2. Le projet a-t-il une approche axée sur les risques? Explique-t-il suffisamment comment les principaux risques doivent être atténués? Les mesures sont-elles proportionnelles aux risques?</li> <li>3. Les risques liés aux pandémies (y compris la COVID-19) ont-ils été adéquatement évalués?</li> </ol>
	<b>TOTAL DES POINTS (max)</b>	<b>87</b>	

### **Etape 3: EVALUATION BUDGETAIRE**

La proposition budgétaire ne sera évaluée que pour les propositions de projet qui obtiennent la note minimale pour la proposition technique. Le caractère raisonnable des coûts et la clarté du budget seront évalués en fonction des renseignements fournis dans les sections 8 et 9 de la proposition de projet.

Le Comité d'évaluation examinera la qualité du budget (présentation, formules, caractère raisonnable des coûts alloués et faisabilité du projet avec le budget alloué). Le Comité d'évaluation évaluera également la justification budgétaire qui devrait expliquer clairement les coûts, y compris les montants forfaitaires. Les entités pour lesquelles un cofinancement est demandé doivent indiquer clairement la partie du budget qui est cofinancée.

Les projets qui comprennent des interventions fondées sur la trésorerie devraient fournir suffisamment d'information sur leur approche.

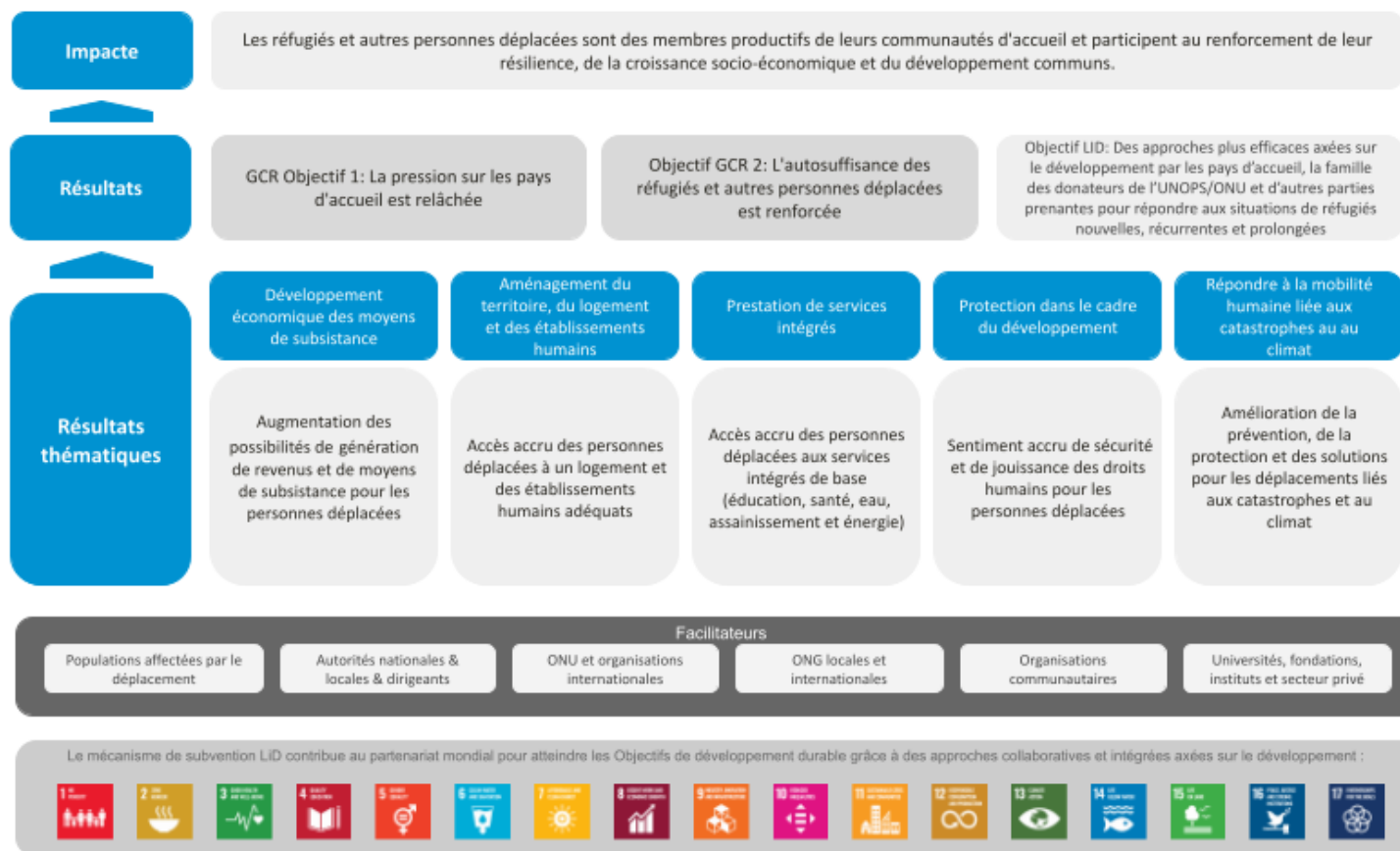
## **Section 5. L'accord de subventions UNOPS et l'accord de partenariat**

Le modèle d'Accord de subvention de l'UNOPS (GSA) est joint au présent appel à proposition en annexe B. De même, le modèle d'accord de partenariat entre les partenaires et l'UNOPS est joint en annexe C. Le GSA et l'accord de partenariat font partie intégrante du présent appel à proposition, car il est obligatoire d'en accepter les conditions générales avant de soumettre une proposition de projet.

Veuillez noter que l'accord de subvention, et l'accord de partenariat diffèrent selon que les entités candidates sont des ONG, autorités, Nations Unies. Les documents spécifiques aux entités autres telles que les Nations Unies et autorités nationales ne sont pas joints à l'appel à propositions mais sont disponibles sur demande à [livesindignity@unops.org](mailto:livesindignity@unops.org)

## Annexe C :Théorie du changement de la Stratégie “Vivre Dignement” (LiD)

### Théorie du changement LiD



#### Hypothèses

- Les pays partenaires et les organisations régionales s'engagent à promouvoir un environnement favorable et à fournir un degré adéquat de leadership politique à l'appui des solutions pour les populations touchées par le déplacement
- Les interventions multi thématiques axées sur le développement dans les situations de déplacement favorisent des résultats plus complets et durables pour les populations touchées par le déplacement
- Une collaboration efficace et saine entre les parties prenantes favorise la meilleure utilisation des capacités des partenaires et la complémentarité des projets pour de meilleurs résultats
- Les populations affectées par le déplacement s'engagent avec les acteurs pour saisir des opportunités socio-économiques
- Il existe un environnement opérationnel propice permettant aux parties prenantes d'accéder en toute sécurité aux lieux de mise en oeuvre des projets et surveiller efficacement les activités, selon les besoins.

## Annexe E : liste des indicateurs

*Impacte:* Il est obligatoire d'utiliser l'impact et ses indicateurs

*Résultats thématiques/outcomes:* Sélectionnez au moins 2 résultats avec leurs indicateurs clés pertinents. Vous pouvez ajouter des résultats et des indicateurs supplémentaires spécifiques au contexte

*Les extrants/outputs:* Formulez vos propres extrants/outputs tout en essayant, si possible d'intégrer des indicateurs parmi la liste se trouvant dans le tableau sous chaque résultat thématique.

Niveau	Description	Indicateur
<b>Impact obligatoire</b>	Les réfugiés et autres personnes déplacées sont des membres productifs de leurs communautés d'accueil et participent au renforcement de la résilience commune, de la croissance socio-économique et du développement communs.	<p>I1 - Proportion de personnes déplacées vivant en dessous du seuil de pauvreté national, par rapport à la moyenne nationale (ventilé par sexe, âge et statut de déplacement) (Pourcentage)</p> <p>I2 - Proportion de la population cible (communautés d'accueil et personnes déplacées) qui pense que la prise de décision est inclusive et réactive, par rapport à la moyenne nationale (ventilé par sexe, âge, handicap et statut de déplacement) (Pourcentage)</p> <p>I3 - Proportion de la population cible (communautés d'accueil et personnes déplacées) qui déclare une meilleure participation à la vie socio-économique de la communauté où elles résident (ventilé par sexe, âge, handicap et statut de déplacement) (Pourcentage)</p>
<b>Résultat thématique 1 - Développement économique des moyens de subsistance</b>	Augmentation des possibilités de génération de revenus et de moyens de subsistance pour les personnes déplacées	Pourcentage de personnes affectées par le déplacement qui ont accès à un travail décent ou ont d'autres sources de revenus durables, 3 mois après avoir reçu le soutien de l'intervention (ventilé par sexe, âge et statut)
<i>Indicateurs d'extrants recommandés</i>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de changements ou de nouvelles lois, politiques publiques ou autres documents visant à accroître la capacité institutionnelle, rédigés pour renforcer l'autonomie des personnes déplacées</li> <li>• Nombre de prestataires de services formés pour répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées (ventilé par sexe, âge et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées qui sont couvertes par les systèmes de protection sociale (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui sont au chômage/employées (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées ayant accès aux services financiers avec le soutien du projet (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement bénéficiant de programmes de développement des entreprises gérés par des opérateurs économiques (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement bénéficiant de programmes d'enseignement, de formation technique et professionnelle ou de développement des compétences (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui signalent une productivité agricole accrue/diversifiée (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui signalent des actifs productifs accrus et/ou améliorés (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées ayant reçu un soutien et ayant soumis leur demande de propriété, de droits garantis ou de droits d'utilisation sur les terres agricoles (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> </ul>
<b>Résultat thématique 2 - Aménagement du territoire, logement et habitat</b>	Accès accru des personnes déplacées à un logement et des établissements humains adéquats	Pourcentage de personnes affectées par le déplacement qui ont eu accès à un logement et à un habitat convenables
<i>Indicateurs d'extrants recommandés</i>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de changements ou de nouvelles lois, politiques publiques ou autres documents visant à accroître la capacité institutionnelle rédigés pour accroître l'accès/ou améliorer un logement convenable pour les personnes déplacées</li> <li>• Nombre de prestataires de services formés pour répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées (ventilé par sexe, âge et secteur de service et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées ayant reçu un soutien pour leurs demandes de logement, de terres et de propriété (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées ayant reçu un soutien pour la restitution de leur logement, de leurs terres et de leurs biens (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> </ul>
<b>Résultat thématique 3 - Prestation de services intégrés</b>	Accès accru des personnes déplacées aux services de base (éducation, santé, eau, assainissement et énergie)	Pourcentage de personnes affectées par le déplacement qui ont obtenu ou amélioré leur accès aux services de base (éducation, eau, assainissement, santé et énergie)



<i>Indicateurs d'extrants recommandés</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de changements ou de nouvelles lois, politiques publiques ou autres documents visant à accroître la capacité institutionnelle, rédigés pour augmenter et/ou améliorer l'accès des personnes déplacées aux services de base</li> <li>• Nombre de prestataires de services formés pour répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'enfants cibles (d'âge scolaire et majeur) qui ont eu accès au système éducatif national primaire au cours des 12 derniers mois (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'enfants cibles (d'âge scolaire et majeur) qui ont eu accès au « système d'enseignement national secondaire » au cours des 12 derniers mois (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'enseignants qui déclarent avoir acquis de nouvelles compétences et/ou connaissances (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'écoles dotées d'infrastructures et/ou d'installations sanitaires (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui déclarent avoir obtenu ou amélioré l'accès aux services d'eau potable (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées qui déclarent avoir obtenu ou amélioré l'accès à des installations d'assainissement sûres, y compris une installation de lavage des mains avec de l'eau et du savon (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui déclarent avoir obtenu ou amélioré l'accès à une gestion améliorée des déchets (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui ont eu accès au régime national de soins de santé (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui déclarent avoir amélioré ou obtenu un accès aux services de santé essentiels, y compris la santé mentale (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'enfants de 1 an touchés par le déplacement complètement vaccinés (ventilé par sexe et statut)</li> <li>• Nombre d'enfants (âgés de 12 à 23 mois) touchés par le déplacement qui ont été vaccinés contre la rougeole et/ou d'autres maladies évitables (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui signalent un accès nouveau ou amélioré à une énergie propre et renouvelable (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui signalent un accès nouveau ou amélioré à l'électricité (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> </ul>
---	---

<b>Résultat thématique 4 - La protection dans le développement :</b>	Sentiment accru de sécurité et de jouissance des droits de l'homme pour les personnes déplacées	Pourcentage de personnes affectées par le déplacement déclarant qu'elles se sentent plus en sécurité et sont mieux à même de jouir de leurs droits dans la société où elles vivent (ventilé par sexe, âge, statut).
<i>Indicateurs de sortie recommandés</i>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de changements ou de nouvelles lois, politiques publiques ou autres documents visant à augmenter la capacité institutionnelle révisés/rédigés pour accorder et/ou améliorer l'accès aux mécanismes et services de protection pour les personnes déplacées</li> <li>• Nombre de prestataires de services formés pour répondre aux besoins et vulnérabilités spécifiques des personnes déplacées (ventilé par sexe, âge et secteur de service et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre d'enfants touchés par le déplacement couverts par les services sociaux nationaux de protection de l'enfance (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de conflits entre et parmi les réfugiés, les déplacés internes, les rapatriés et les communautés hôtes/résidentes signalés</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement qui ont participé et/ou contacté des programmes de plaidoyer/médias visant à lutter contre la discrimination à l'égard des personnes déplacées (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées touchées par le plaidoyer/les médias pour informer sur les mécanismes de protection nouveaux et/ou existants contre la violence physique et psychologique (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de cas de violence physique, psychologique et sexuelle contre les personnes déplacées signalés aux autorités compétentes (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de victimes de violations des droits de l'homme assistées (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes déplacées bénéficiant d'une assistance juridique (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> <li>• Nombre de personnes affectées par le déplacement bénéficiant d'un accès accordé ou amélioré à la jouissance de leurs droits humains » (ventilé par sexe, âge, statut et autres sous-catégories spécifiques au contexte)</li> </ul>

<b>Résultat thématique 5 - Répondre à la mobilité humaine liée aux catastrophes et au climat</b>	Amélioration de la prévention, de la protection et des solutions pour les déplacements liés aux catastrophes et au climat	<p>Nombre de personnes à risque de déplacement incluses dans les stratégies locales de réduction des risques de catastrophe conformément aux stratégies nationales de réduction des risques de catastrophe – PRÉVENTION/Gestion des risques</p> <p>Nombre de personnes protégées et aidées par des politiques qui facilitent la migration ordonnée, sûre, régulière et responsable et la mobilité des personnes dans les contextes de catastrophes et de changements climatiques - RESPONSE</p> <p>Nombre de sinistrés et de personnes déplacées liées au climat qui ont trouvé une solution durable à leur déplacement - SOLUTION</p>
<i>Indicateurs de sortie recommandés</i>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de modifications ou de nouvelles lois, politiques publiques ou autres instruments de politique visant à accroître la capacité institutionnelle rédigée/révisée pour gérer les risques de catastrophes et de déplacements liés au climat</li> <li>• Nombre de personnes dans les communautés à risque bénéficiant de la consultation, de l'éducation et de la sensibilisation sur les catastrophes, les changements climatiques et les risques de déplacement - (compréhension des risques)</li> <li>• Nombre de personnes bénéficiant d'exercices de simulation de catastrophe, de développement d'un système d'alerte précoce et de planification de la préparation opérationnelle dans les contextes de changement climatique et de catastrophe (Préparation)</li> <li>• Nombre de personnes aidées à se préparer à se déplacer en toute sécurité et dans la dignité hors de danger dans des contextes de catastrophes et de climat grâce à des campagnes d'information, de la formation, du perfectionnement et de la diversification des moyens de subsistance, etc. (Aider les personnes à se déplacer en toute sécurité)</li> <li>• Nombre de sinistrés et de personnes déplacées liées au climat qui ont reçu des conseils et du soutien pour trouver une solution durable à leur déplacement - (Solutions)</li> <li>• Nombre d'infrastructures de protection construites ou adaptées à la prévention et/ou à la protection des chocs climatiques</li> <li>• Nombre d'infrastructures vertes construites ou adaptées</li> </ul>